

Centre d'amitié Wachiay

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Une « reprise économique durable » nécessite l'adoption et la mise en œuvre stratégique d'une stratégie sans que cela signifie pour autant que la croissance de l'économie soit durable en soi, mais que c'est plutôt l'apport différentiel qui contribue toujours à la relance de l'économie. La dépendance à l'égard des ressources effrite la diversité sectorielle. Les mesures visant à créer des emplois différentiels doivent être liées aux entreprises rentables qui assurent la diversité des ressources. La préservation locale des ressources naturelles favorise le développement des communautés et des régions. En d'autres termes : elle ajoute de la valeur à l'échelle locale. Il faut attacher plus d'importance et d'attention à des programmes sur l'emploi des jeunes qui ne soient pas aussi restrictifs. Il faut assurer le financement continu des programmes sur la situation de la femme qui appuient les emplois non traditionnels et l'esprit d'entreprise. Il faut créer des programmes de pépinière d'entreprises et de micro-prêt pour les femmes et les jeunes. Le modèle de la Banque Grammeen donne des résultats concluants. Il faut éliminer les aides publiques aux sociétés motivées par le profit. Il faut investir dans les entreprises sociales et les organismes communautaires à but non lucratif capables de diriger des entreprises qui emploient les inemployables ou les chômeurs chroniques et qui restituent le revenu net à la collectivité en lui offrant des programmes et des services. Il faut collaborer avec les centres d'amitié autochtones du Canada pour améliorer l'existence des populations autochtones urbaines. Dans notre communauté, la première nation locale touche des fonds d'ampleur exponentielle pour les projets, les programmes et les services dans la réserve, même si sa population ne représente que 5 % de la population autochtone totale de la région. La Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain doit être accessible à toutes les villes et toutes les régions du Canada. La marginalisation et la pauvreté des Autochtones ne se limitent pas à certains secteurs géographiques; on peut en dire autant des populations non autochtones.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Les Canadiens contribuent de manière appréciable au PIB du fait de leurs achats au détail de produits canadiens. Le Canada doit se concentrer davantage sur les produits fabriqués au Canada. Je sais que cela est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Si l'on songe à verser des subventions à l'industrie canadienne (stimulants fiscaux, amortissement, dépréciation des coûts d'immobilisations), il faut que les retombées soient directement attribuables à la création d'emplois et qu'elles ne génèrent pas une augmentation des dividendes des actionnaires. Il faut songer à recourir à des organismes communautaires à but non lucratif pour créer des emplois car leurs visions et leurs objectifs en ce qui concerne le développement des communautés ne profitent pas aux actionnaires. Le Canada doit envisager de réduire l'aide

financière aux pays étrangers. Certes, je n'en ignore pas les conséquences, mais nous devons néanmoins adopter une politique d'embauche des « Canadiens d'abord ». Nous devons également laisser les banques et les entreprises canadiennes qui ne parviennent pas à survivre sans l'aide du fédéral à affronter les périls de la réalité; si leur modèle n'est pas durable ou qu'elles ont opéré de mauvais choix commerciaux, il ne faut pas demander aux contribuables canadiens de les renflouer. Pourquoi ne pas emprunter une idée à la Chine et créer des partenariats d'État, mais uniquement avec des entreprises sociales à but non lucratif. Les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des forêts offrent des perspectives passionnantes. Il faut également se concentrer sur la création d'emplois pour les jeunes et alléger l'endettement contracté par les étudiants pour payer leurs études.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Parmi les idées visant à remédier aux pénuries de compétences, il faut songer à un plus grand nombre de métiers et de programmes et d'instituts de formation technique pour les jeunes et les sous-employés. Il faut concentrer les métiers, le mentorat (l'observation au travail, la formation), les micro-entreprises et les programmes d'aide aux chômeurs sur tous les jeunes, notamment les programmes bénéficiant de fonds stratégiques pour les jeunes Autochtones vivant en milieu urbain. Il faut examiner les programmes Farestart et New Horizon des États-Unis afin de créer des emplois pour les sans-abri, les chômeurs et les personnes handicapées. Le vieillissement de la population canadienne est un défi nettement plus ardu que les pénuries de compétences. Je ne pourrais pas traiter d'un sujet aussi complexe sur ce formulaire.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Votre question ci-dessus oblige à s'interroger sur les difficultés du marché de l'emploi, sur la compétitivité mondiale, l'augmentation de la productivité canadienne (par rapport à quoi??) et les initiatives d'atténuation. Une réponse à une question formulée de la sorte n'existe que dans le royaume de la théorie et des généralisations : ce qui ne sert à rien de toute façon. Difficultés du marché de l'emploi : la question a déjà été abordée ci-dessus. Compétitivité mondiale : cette question est beaucoup trop générale. Pour faire face à la « compétitivité mondiale », il faut préciser les domaines respectifs de la compétitivité qui ont des répercussions sur l'économie canadienne. S'agit-il de productivité, de transports, de salaires, d'avantages sociaux des employés, d'endettement, du coût des services publics, du coût des ressources naturelles, des terres et d'une centaine d'autres indicateurs possibles??? L'augmentation de la productivité n'est pas une simple question d'accroître la production d'unités. La question est complexe et exige une analyse individuelle de chaque secteur où l'on souhaite augmenter la productivité. C'est pourquoi les mesures et les stratégies d'atténuation sont propres au domaine étudié et deviennent parallèles au succès de la stratégie. Une suggestion que je peux formuler est la suivante : « plus il y a de mains qui s'occupent d'un produit avant que le consommateur n'en prenne possession », mieux se porte notre économie.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Difficultés individuelles : multiples comme l'endettement, le chômage, le sous-emploi, le logement, la rareté des aliments, les coûts des garderies, les dépenses de santé : (la plupart des faillites personnelles aux États-Unis sont attribuables aux coûts médicaux; il ne faut pas que cela se produise au Canada). Les difficultés sont bien pires pour les personnes à faible revenu tandis que certaines sont propres aux paramètres démographiques et socio-économiques. Mesures : programmes de garderies, programmes d'emploi mentionnés plus haut, banques alimentaires, logements sociaux. Difficultés des entreprises : grandes surfaces, multinationales, le Canada n'a pas de stratégie pour venir en aide aux petites entreprises. La libre entreprise ne peut pas être réglementée dans une société démocratique sans mettre en place des mécanismes socialistes. Collectivités : perte de recettes fiscales, fermeture d'entreprises, épuisement des ressources naturelles, coûts de fonctionnement. Études sur la diversification et la dépendance. Les collectivités qui ne génèrent pas de richesse deviennent bénéficiaires de l'aide sociale des gouvernements provinciaux et fédéral. Le développement rural et la durabilité des collectivités ont un prix qui nécessite une politique afin de prendre des décisions politiquement ardues. Chacun des éléments ci-dessus réclame une réponse individuelle pour s'attaquer à sa cause. Il n'existe pas de politique générique pour résoudre chacune.